



POLICY BRIEF

PB 20 - 39
Avril 2020

LES PAYS PÉTROLIERS AFRICAINS SOUS LA MENACE DU **COVID-19** : ENJEUX ÉCONOMIQUES ET PISTES POUR SORTIR DE L'IMPASSE

Par Rim Berahab

Les pays pétroliers africains sous la menace du Covid-19 : enjeux économiques et pistes pour sortir de l'impasse

Rim Berahab

Résumé

Les pays africains riches en pétrole sont confrontés, à la fois au choc de la pandémie de Covid-19 et à l'effondrement des prix du pétrole, ce qui les expose à de nombreuses vulnérabilités. La situation est d'autant plus alarmante, vu que la plupart de ces pays ne se sont pas encore remis du choc pétrolier de 2014. Cette nouvelle crise aggrave, donc, une situation économique déjà difficile. Les termes de l'échange de ces pays risquent, ainsi, de se détériorer, entraînant une réduction des recettes d'exportation et une aggravation des déficits des comptes courants et du budget de l'Etat. En outre, suite au resserrement des conditions financières mondiales, les flux d'investissement vers ces pays risquent de se réduire, ce qui limite, ainsi, leur capacité à financer les dépenses nécessaires pour gérer la crise sanitaire et soutenir la croissance. Outre les conséquences budgétaires et monétaires, des reports de nombreux projets pétroliers peuvent conduire à une perte d'investissements importants. La réponse politique des pays pétroliers africains au Covid-19 doit nécessairement être différenciée par pays. Bien évidemment, la priorité demeure d'augmenter les dépenses afin de contenir la propagation du virus et d'utiliser les politiques budgétaires, monétaires et financières pour protéger les groupes vulnérables, atténuer les pertes économiques et soutenir la reprise. Mais, il faut adapter ces mesures de telle sorte à refléter, aussi bien les caractéristiques structurelles des économies africaines pétrolières que les contraintes particulières auxquelles elles sont confrontées.

Les pays pétroliers africains pris en tenaille entre le choc sur les cours du pétrole de 2014 et la crise du Covid-19

La pandémie de Covid-19 continue d'infliger des coûts humains élevés et enlève l'économie mondiale dans une crise sans précédent. A des degrés divers, les pays du continent africain sont également touchés par cette pandémie. En 2019, la situation économique de l'Afrique subsaharienne était relativement stable. Le continent avait alors réalisé une croissance économique modérée estimée à 3,1%, similaire à la performance de 2018. Cependant, l'Afrique demeure vulnérable à un environnement externe de plus en plus difficile, caractérisé par un ralentissement des échanges externes, les incertitudes liées au Brexit et les tensions commerciales sino-américaines. Ces incertitudes ont été aggravées avec l'apparition du Covid-19. Comme partout, ailleurs, la crise sanitaire a précipité une

crise économique en Afrique à travers trois canaux principaux (IMF, 2020b) :

1. La perturbation de la production, conjuguée à la réduction de la demande, en raison des mesures de confinement et d'atténuation, adoptées par les pays africains afin de limiter la propagation de l'épidémie ;
2. Le déclin de la croissance économique mondiale, associé au resserrement des conditions financières mondiales, qui auront un impact important sur la région ;
3. La forte baisse des prix des produits de base, en particulier du pétrole, qui exacerbera les difficultés de certaines des plus grandes économies de la région, tributaires de ces ressources.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'Afrique subsaharienne devrait, alors, compter sur une croissance moyenne de -1,6%, en 2020, soit une révision à la baisse de 5,2 points de pourcentage par rapport aux précédentes prévisions du FMI pour 2020, établies avant le déclenchement de la crise sanitaire. Parmi les pays, ce sont les économies les moins diversifiées qui seront les plus fortement touchées, en particulier celles exportatrices de pétrole de la région, dont la plupart subissent encore des récessions économiques, suite au choc sur les prix du pétrole de 2014.

En 2014, justement, les cours du pétrole ont chuté de façon significative, en raison de la surabondance de la production américaine, dopée par une hausse de la production de pétrole de schiste, et de la production russe. En réponse à cela, l'Arabie Saoudite, à son tour, a augmenté sa production, inondant ainsi le marché afin de faire face à cette concurrence. Ce choc a eu un impact important sur le secteur du pétrole et du gaz en Afrique. Plusieurs projets pétroliers et gaziers ont été soit arrêtés, soit annulés. Cela a, ainsi, eu de graves répercussions sur les économies du continent dépendantes du pétrole qui ont connu un ralentissement de la croissance économique et un resserrement des recettes publiques.

Six ans, plus tard, une nouvelle crise se profile. Des perturbations généralisées provoquées par la pandémie du Covid-19 ont déclenché une baisse importante de la consommation d'énergie à l'échelle mondiale qui a fortement touché les marchés pétroliers. D'une part, les importantes réductions de production des raffineries chinoises, dues à la propagation rapide du Covid-19, conjuguées à des perturbations majeures dans les transports et sur le commerce international, ont pesé sur la demande de pétrole qui a fortement reculé. D'autre part, la rupture des négociations entre l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole et les pays alignés non membres de l'Organisation (OPEP+) a précipité une chute brutale et persistante des prix du pétrole. En conséquence, les cours se sont effondrés d'environ 50 % depuis le début de l'année, soit leur niveau le plus bas en 18 ans (FMI, 2020b) et qui, au moment de la rédaction de ce Policy Brief, continuent de baisser à un rythme jamais observé auparavant (figure 1).

Figure 1: Prix quotidiens du Brent pendant la période novembre 2019 - avril 2020 (dollars par baril)



Source : Bloomberg, 2020.

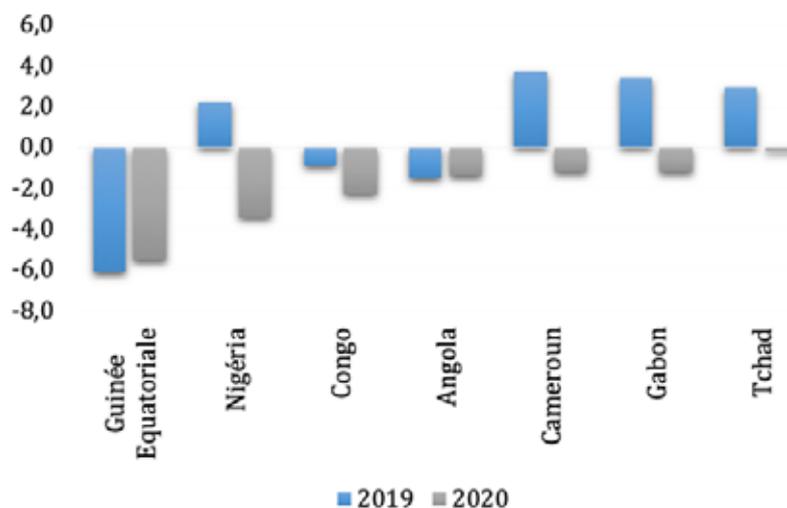
A la lumière de ces évolutions mondiales, le choc du Covid-19 expose les pays exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne à de nombreuses vulnérabilités et aggrave une situation économique déjà difficile.

Le Covid-19 ou la menace d'une nouvelle crise économique pour les pays pétroliers africains

Des répercussions économiques alarmantes

Le choc du Covid-19 sera particulièrement fort en Angola et au Nigeria, où les produits énergétiques représentent respectivement 88% et 76% des recettes d'exportation, et où les prix du pétrole budgétisés sont respectivement de 55 et 57 dollars par baril pour 2020. En effet, à peine sorti de l'ornière, le Nigeria risque d'entrer dans une nouvelle période de récession. Le taux de croissance de PIB risque, ainsi, de chuter à -3,4%, en 2020, selon les prévisions du FMI, soit le niveau le plus bas jamais enregistré ces 10 dernières années (Figure 2). L'Angola - qui ne cesse de se heurter à un contexte macroéconomique difficile depuis le choc de 2014 - verrait sa croissance économique chuter à -1,4%, en 2020, contre -1,5%, en 2019. Parallèlement à cela, l'Angola est également confronté à une réduction de près de 9% de sa production de pétrole depuis 2018, en raison du vieillissement des infrastructures pétrolières et de la faible performance des nouveaux gisements (Augé, 2020). Ces impacts économiques se répercuteront sur d'autres économies de la région dépendantes du pétrole, comme la République du Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad, où la baisse des prix du pétrole contribuera à la détérioration de la situation budgétaire.

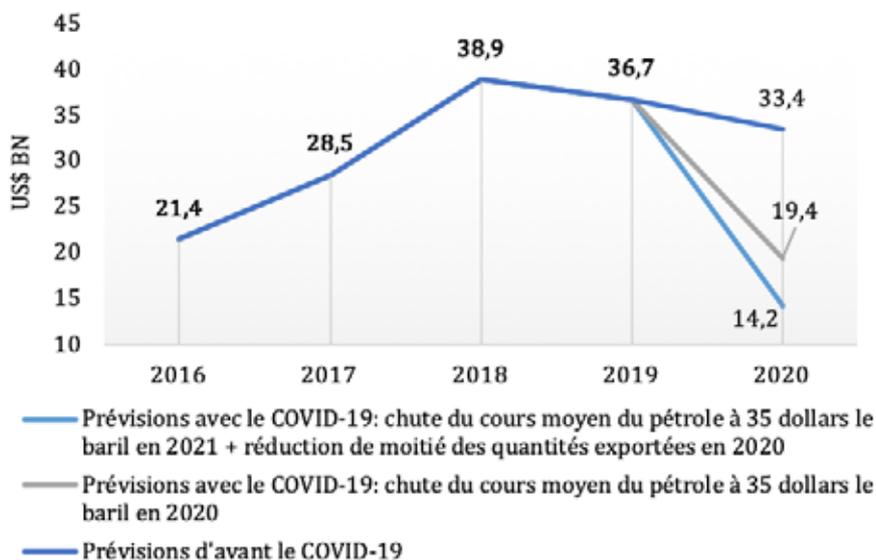
Figure 2 : Taux de croissance du PIB réel dans les principaux pays exportateurs de pétrole en Afrique subsaharienne, 2019-2020



Source : FMI (2020).

Dès lors, le choc du Covid-19, et l'effondrement des cours de pétrole qui en résulte, entraineront une forte détérioration des termes de l'échange des produits de base des pays pétroliers africains. Cette détérioration se traduira par la réduction des recettes d'exportation et contribuera à creuser davantage les déficits de la balance courante et du budget des États concernés. Selon la Commission économique de l'Afrique (CEA), les pertes des revenus des combustibles africains sont évaluées à environ 65 milliards de dollars, dont une grande partie seront supportées par le Nigeria. La CEA estime, selon deux scénarios, que l'impact du Covid-19 sur les revenus du Nigeria provenant des exportations de pétrole se traduirait par une baisse de 14 à 19,2 milliards de dollars (Figure 3), ce qui exercerait une pression accrue à la fois sur les recettes budgétaires du Nigeria et sur le naira. En outre, en l'absence de mesures d'assainissement des finances publiques, cette baisse des recettes risque de conduire à l'accroissement du niveau d'endettement de ces pays.

Figure 3 : Recettes du Nigeria provenant des exportations de pétrole : Scénarios pour 2020



Source : CEA, d'après la Banque centrale du Nigeria.

Le resserrement brutal des conditions financières mondiales risque, également, d'avoir des effets beaucoup plus prononcés sur des pays tels que le Nigeria, l'Angola et le Gabon. En effet, ce resserrement risque de réduire les flux d'investissement vers ces pays et leur capacité à financer les dépenses nécessaires pour gérer la crise sanitaire et soutenir la croissance. Le resserrement des conditions financières mondiales pourrait, également, déboucher sur une réduction des dépenses publiques, une accumulation d'arriérés ou une hausse des emprunts publics sur les marchés locaux, ce qui engendrerait des conséquences sur le crédit et la croissance. (IMF, 2020b). En outre, les retombées mondiales du Covid-19 sur le commerce se traduiront par un fort ralentissement de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux des pays pétroliers africains, en l'occurrence l'Europe et la Chine, ce qui réduirait la demande extérieure. Par ailleurs, les perturbations des chaînes d'approvisionnement diminuent la disponibilité des biens importés, ce qui peut accroître la pression inflationniste.

En effet, le fort déséquilibre entre l'offre et la demande du pétrole a conduit le Nigeria, à titre d'exemple, à réduire ses prix du pétrole jusqu'à 3 dollars le baril le 20 Avril 2020, pour attirer davantage d'acheteurs, mais en vain, car l'offre continue de dépasser largement la demande de brut, et le Nigeria risque de manquer rapidement d'espace de stockage (Bloomberg, 2020). Aussi, à date du 4 mars, environ 70% des cargaisons de pétrole brut chargées pour le mois d'avril en provenance de l'Angola et du Nigeria étaient toujours invendues, et d'autres exportateurs de pétrole africains, tels que le Gabon et le Congo ont également des difficultés à trouver des acheteurs (African Union, 2020).

Des retards considérables prévus pour les projets pétroliers

Outre les conséquences budgétaires et monétaires, des reports de projets pétroliers risquent d'enliser l'Afrique dans une crise sans précédent. Les économies africaines exportatrices des combustibles risquent de déplorer une perte d'investissements dans des projets pétroliers allant jusqu'à 10 milliards de dollars, d'après une analyse de Wood Mackenzie, avec de nombreux projets clés dépendant d'un prix du pétrole brut au seuil de rentabilité de plus de 45 dollars par baril - ce qui est loin de la valeur actuelle du produit de référence, le Brent, qui se situe bien en dessous de 20 dollars par baril. Le groupe de recherche Rystad Energy estime que les délais pour les décisions d'investissement préfinales des projets en Afrique pourraient entraîner une baisse de 200 000 barils par jour (bpj) de la production de pétrole entre 2021 et 2025. À plus long terme, les reports de projets pourraient entraîner une baisse moyenne de la production de pétrole d'environ 1,2 million de bpj sur le continent entre 2026 et 2030 (Rystad, 2020).

Les compagnies pétrolières africaines nationales, internationales et indépendantes ont déjà annoncé des réductions de leurs dépenses d'investissement et de fonctionnement. Les pays qui devraient être particulièrement touchés sont l'Ouganda, où le projet Tilenga, exploité par Total et Tullow Oil, est menacé, ainsi que l'Angola et le Kenya. Au Ghana, Aker Energy a annoncé le report du développement de son champ de Pecan jusqu'à nouvel ordre, en raison de l'apparition du Covid-19. Certains dispositifs de couverture des prix du pétrole (et du gaz) pourraient également être mis sous pression et les acheteurs pourraient chercher à retarder ou à suspendre les livraisons, pour tenter de renégocier des contrats à un prix inférieur (Blazquez-Lopez, 2020). Le contexte actuel pourrait être marqué par un certain nombre de défauts de paiement et de litiges connexes.

Deux projets majeurs au Nigeria, pour le champ de Bonga Southwest Aparo, exploité par Shell, et les champs Etan et Zabazaba, exploités par Eni, risquent d'être reportés

- représentant des réserves de pétrole et de gaz totales estimées à 1,14 milliard de barils d'équivalent pétrole. Cela représente un risque économique important pour les perspectives économiques à court terme du pays, car il avait basé son budget 2020 sur des plans visant à produire 2,1 millions de bpsj cette année à un prix du pétrole brut de 57 dollars le baril.

Au Mozambique, ExxonMobil a déjà confirmé qu'il reporterait sa décision d'investissement sur le projet de gaz naturel liquéfié (GNL) de Rovuma, dans le cadre de sa propre réduction de 30 % de ses dépenses d'investissement. Selon l'analyste du pétrole et du gaz de GlobalData, Conor Ward, « les perspectives des projets pétroliers et gaziers pour l'Afrique subsaharienne en 2020 sont "sombres", car seuls les projets les plus efficaces et les plus robustes, capables de résister à la volatilité du marché, pourront aller de l'avant cette année ». Les principaux pays producteurs de la région, comme le Nigeria et l'Angola, souffriront de la baisse de la production, et une vague de projets de GNL sur la côte risque d'être reportée jusqu'en 2021 ou plus tard. Les projets déjà en cours de construction et dont les investissements sont finalisés devront être mis en œuvre contractuellement, mais leur calendrier risque d'être perturbé.

Quelles priorités économiques pour les pays pétroliers africains ?

La réponse à la crise du Covid-19 exige que les gouvernements des pays africains exportateurs de pétrole hiérarchisent les mesures à prendre et les adaptent en fonction de la gravité des chocs. La priorité immédiate est, en effet, d'endiguer la maladie. Il est alors nécessaire d'augmenter la capacité et les dépenses de santé publique, afin de contenir l'épidémie¹. Outre cela, une réponse efficace en matière de politique macroéconomique est indispensable. Il est, ainsi, crucial que les politiques budgétaires, monétaires et financières des pays pétroliers africains soient utilisées afin de protéger les groupes vulnérables, d'atténuer les pertes économiques et de soutenir la reprise économique. Ainsi, l'accent devrait être mis sur des mesures spécifiques et ciblées qui atténuent les contraintes de liquidité des entreprises et des ménages.

Toutefois, les exportateurs de pétrole sont confrontés à un choc économique durable. En effet, si les prix du pétrole continuent à être bas après 2020, les recettes resteront faibles pendant une longue période. Leur marge de manœuvre en matière de relance budgétaire discrétionnaire est, donc, plus limitée. Pour contrer cela, l'objectif pour ces pays devrait être, d'une part, de poursuivre le financement des dépenses de santé prioritaires et, d'autre part, de poursuivre des projets de recherche et de développement bien ciblés, qui soient favorables à la croissance et qui œuvrent à préserver et à créer de l'espace pour les dépenses sociales. Dans ce contexte, la mobilisation des fonds supplémentaires auprès des institutions financières internationales (IFI) et de la communauté des donateurs (FMI, 2020b) est cruciale. En effet, la capacité des pays africains exportateurs de pétrole à instaurer la réponse budgétaire requise est fortement tributaire de l'apport de financements extérieurs importants par la communauté

1. Ces démarches passent par la procuration des médicaments essentiels pour un traitement efficace, l'achat ou la production d'importantes quantités de kits de dépistage, la mobilisation de l'ensemble des agents de santé, le renforcement des infrastructures sanitaires, traçage des contacts contaminés et une mise en quarantaine efficace (Arezki et Nguyen, 2020).

financière internationale, sous forme de dons ou de prêts concessionnels. L'absence de financement extérieur adéquat risque, ainsi, de transformer des problèmes temporaires de liquidité en problèmes de solvabilité et, donc, de prolonger les effets de la crise du COVID-19. Un assouplissement de la politique budgétaire semble être une possibilité pour les pays exportateurs de pétrole ayant une faible dette et une plus grande marge de manœuvre budgétaire.

Ainsi, les ripostes de politiques publiques adéquates dépendront des circonstances spécifiques à chaque pays et peuvent comporter une série de mesures, tels l'ajustement des taux de change, les interventions en devises et les mesures temporaires de gestion des flux de capitaux. Ci-dessous, un aperçu des principales mesures prises, jusqu'à présent, par les plus grands exportateurs de pétrole en Afrique (Calderon et al, 2020, Deloitte, 2020) :

Au Nigeria, la Banque centrale a obtenu une prolongation du moratoire d'un an sur les échéances de ses lignes de crédit disposant déjà d'un moratoire (Ly et Azaroual, 2020). En outre, les taux d'intérêt sur les lignes de facilité de crédit seront réduits de 9 % à 5 % par an pendant un an, à compter du 1er mars 2020. D'autres mesures comprennent la création d'une facilité de crédit ciblée d'environ 139 millions de dollars et le soutien au crédit pour l'industrie des soins de santé. Au niveau budgétaire, des fonds de contingence de 2,7 millions de dollars ont été débloqués pour le Centre de Contrôle des Maladies du Nigeria. Un plan de relance budgétaire est en cours d'élaboration pour soulager les contribuables et inciter les employeurs à conserver et à recruter du personnel pendant la récession. Par ailleurs, les prix réglementés des carburants ont été réduits et une formule automatique de calcul du prix des carburants a été introduite pour garantir la suppression des subventions aux carburants. En outre, le taux de change officiel nigérian a été ajusté de 15 %, avec une unification en cours des différents taux de change dans le cadre du guichet des investisseurs et exportateurs (I&E), du Bureau de change et des guichets de vente au détail et en gros.

En Angola, le gouvernement travaille sur un ensemble de mesures visant à lutter contre l'épidémie de Covid-19 et ses retombées économiques. Un moratoire sur la dette pourrait injecter des liquidités et agrandir l'espace budgétaire pour lutter contre le Covid-19. Les instruments de politique monétaire de l'Angola, quant à eux, restent inchangés depuis le quatrième trimestre de 2019, mais la Banque centrale autorise un taux de change de compensation du marché lors des enchères de devises.

Le Cameroun, le Tchad, le Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale, de par leur appartenance à la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), ces pays adoptent des mesures monétaires communes. Ces mesures comprennent une augmentation des injections de liquidités de 400 millions de dollars à 800 millions de dollars. Par ailleurs, les banques ayant des besoins de financement pourront satisfaire leurs demandes à la facilité de prêt marginal dans les conditions habituelles et de nouveaux délais accordés aux pays de la CEMAC pour le remboursement de leurs titres de prêts détenus par les établissements de crédit. Les mesures prises au niveau budgétaire, cependant, varient d'un pays à l'autre :

- Au Cameroun, le coût global du plan de réponse à l'épidémie du Covid-19 représente 11 millions de dollars, soit 0,1 % du PIB.

- Au Tchad, des mesures budgétaires, estimées à 0,3 % du PIB non pétrolier, ont été approuvées et sont en cours d'application. Les principales mesures incluent la formation du personnel médical et technique, l'achat des équipements médicaux nécessaires, la construction de nombreux centres de santé d'hôpitaux mobiles et la gestion sécurisée des points d'entrée. Les autorités envisagent, également, des mesures budgétaires pour aider le secteur privé.
- Au Congo, le coût global du plan de réponse à l'épidémie du Covid-19 a été estimé à 35 millions de dollars. Le gouvernement a aussi mis 1,4 million de dollars à la disposition du ministère de la Santé.
- Au Gabon, le gouvernement a agi sur plusieurs fronts, notamment à travers la création d'un fonds d'environ 2 millions de dollars pour lutter contre la propagation du Covid-19 ; et la préparation d'un plan d'urgence pour soutenir le secteur de la santé et limiter l'impact négatif de la crise sur l'économie. Par ailleurs, le gouvernement a préparé une loi de finances, en coordination avec le FMI, pour tenir compte du nouveau contexte des dépenses publiques supplémentaires. Le déficit de financement est, en effet, estimé à environ 470 millions de dollars.
- En Guinée équatoriale, le gouvernement a déployé un premier plan de dépenses de santé (0,07 % du PIB), axé principalement sur la prévention. Ce plan a permis de mettre en place un système de première intervention, des installations de quarantaine pour les voyageurs entrants et des installations de laboratoires/tests. À la lumière de la récente baisse du prix du pétrole, le gouvernement envisage de ralentir l'exécution des dépenses non prioritaires. Celui-ci a mis en place un programme d'urgence nationale, le Fonds Covid-19, qui a déjà reçu 8,6 millions de dollars du budget du gouvernement central. Les entreprises privées, les particuliers, les organisations à but non lucratif et les autres entités, sont invités à contribuer à ce fonds.

Références

- African Union. 2020. Impact of The Coronavirus (COVID 19) On The African Economy.
- Atlantic Council. 2020. Tough times ahead for African oil producers.
- Arezki, R & Nguyen, H. 2020. Faire face à un double choc : Covid-19 et prix du pétrole. Banque mondiale.
- Augé, B. 2020. Coronavirus : un nouveau désastre à prévoir pour les pays pétroliers du golfe de Guinée. Policy Brief, Policy Center for the New South.
- Banque africaine de Développement. 2020. Perspectives économiques en Afrique 2020- Former la main-d'œuvre africaine de demain.
- Banque mondiale. 2020. La pandémie du Covid-19 (coronavirus) entraîne l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans. Communiqué de presse.
- Blazquez-Lopez, T. 2020. COVID-19 and an Oil Price Collapse: Impact on Energy Security in Africa – Challenges and Opportunities. April 22, 2020. Bryan Cave.
- Bloomberg. 2020. Nigeria's Banner Oil Hits \$12, Millions of Barrels Remain Unsold. Retrieved from: <https://www.bloomberqqint.com/business/nigeria-s-banner-oil-hits-12-millions-of-barrels-remain-unsold> on 22 April 2020.
- British Petroleum (BP). 2019. Statistical Review of World Energy – All Data 1965-2018.
- Calderon, C; Kambou, G; Zebaze Djiofack, Ca; Korman, V; Kubota, M; Cantu Canales, C. 2020. Africa's Pulse: An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future. World Bank, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33541>.
- Commission économique pour l'Afrique. 2020. Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie.
- Deloitte. 2020. COVID-19: Nigeria rolls out various regulatory and fiscal measures to provide relief.
- International Energy Agency (IEA). 2020a. Oil Market Flagship Report- February.
- International Energy Agency (IEA). 2020b. Oil Market Flagship Report- April.
- International Monetary Fund (IMF). 2020a. World Economic Outlook – Chapter 1: The Great Lockdown.
- International Monetary Fund (IMF). 2020b. Regional Economic Outlook – Sub-Saharan Africa: COVID-19: An Unprecedented Threat to Development.
- LY, M, M & Azeroual, F. 2020. Economies africaines post Covid-19 : au- delà de l'émotion, des politiques économiques audacieuses. Policy Brief. Policy Center for the New South.
- Rystad. (2020). It Was Time for Africa: Now Covid-19 And Cheap Oil Are Set to Hit New Projects and Slash State Budgets.
- Roser, M., Ritchie, H., Ortiz-Ospina, E & Hasell, J. 2020. Coronavirus Disease (COVID-19) – Statistics and Research. Our World in Data. Oxford Martin School, University of Oxford.

À propos de l'auteur, **Rim Berahab**

Rim Berahab est économiste au Policy Center for the New South qu'elle a rejoint en 2014. Elle travaille actuellement sur des thématiques liées aux problématiques énergétiques en Afrique, notamment sur les opportunités que recèlent les énergies renouvelables. Elle s'intéresse, également, aux questions de l'intégration régionale et de commerce intra-africain.

Rim a effectué un séjour de recherche au Fonds monétaire international (FMI) au sein de l'Unité des produits de base du Département de Recherche pendant trois mois. Elle est titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'Etat de l'Institut national de la statistique et de l'économie appliquée (INSEA).

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma